

## **Soumission chimique : des « kits individuels permettant de détecter une soumission chimique » en pharmacie : Est-ce vraiment une avancée ?**

Révéler une soumission chimique impose de réaliser des prélèvements précoces de sang et d'urines en vue de leurs analyses par des techniques reconnues sur le plan médico-légal. Lors de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, Le Premier Ministre a annoncé le lancement d'une expérimentation de remboursement par l'assurance maladie « de kits individuels permettant de détecter une soumission chimique » dans plusieurs départements.

Plusieurs sociétés savantes alertent cependant sur les limites d'un tel dispositif et appellent à une réflexion tenant compte des prérequis nécessaires.

En effet, l'usage criminel et délictuel des substances est indissociable des enjeux judiciaires. Le recours au dépôt de plainte peut s'inscrire à court terme mais également à moyen ou long terme et il est indispensable dans ces conditions de définir un parcours initial tenant compte d'une future judiciarisation afin d'éviter toute perte de chance pour les victimes.

Eu égard à cet enjeu, la Société Française de Toxicologie Analytique (SFTA), la Société Française de Médecine Légale et Expertises Médicales (SFMLEM), la Compagnie Nationale des Biologistes et Analystes Experts (CNBAE) et le Centre de Référence sur les Agressions Facilitées par les Substances (LeCRAFS) rappellent que :

- La prise en charge de victimes potentielles de soumission chimique nécessite une prise en charge médicale et médico-légale
- Les prélèvements doivent toujours être encadrés par une procédure rigoureuse afin d'assurer aussi bien leur traçabilité que le respect des bonnes pratiques de conservation
- La recherche et le dosage des substances potentiellement utilisées en cas de soumission chimique ont pour objectif une éventuelle judiciarisation. Ces analyses doivent donc être confiées à des laboratoires de toxicologie spécialisés, équipés des technologies appropriées, afin de garantir des résultats fiables et reconnus par la justice.

En cas de démarche judiciaire, seul ce cadre permet de garantir aux victimes des éléments de preuves incontestables.

Il est également important de souligner les défis liés à la fois à l'interprétation des résultats mais également à l'étape de rendu de ces derniers à la victime :

- L'interprétation des résultats nécessite une expertise spécialisée pour éviter les faux négatifs ou des conclusions erronées (résultats non interprétés ou mal interprétés, mal défendus au procès, classements sans suite...)
- L'étape clé de la remise des résultats aux victimes fait partie intégrante de l'accompagnement et demande un travail de pédagogie par un personnel formé à la problématique des agressions facilitées par les substances (soumission chimique et vulnérabilité chimique).

Les quatre organisations appellent le gouvernement à garantir un cadre rigoureux pour ces analyses. Une véritable avancée repose sur des laboratoires spécialisés et des protocoles adaptés aux enjeux judiciaires et de santé publique.

